



Communiqué de presse
Paris, le 04/11/2019

Cancer du col de l'utérus
Les excuses du Premier Ministre Irlandais
« Nous promettons solennellement que cela n'arrivera plus jamais »

« Ce qui est arrivé à tant de femmes et tant de familles n'aurait pas dû arriver. Alors que chaque cas ne relevait pas de négligence, chaque cas a été une occasion perdue pour un diagnostic et un traitement précoce ». Le 22 octobre 2019, Léo Varadkar, Premier Ministre Irlandais, a présenté les excuses de l'Etat à ses concitoyens meurtris par le scandale du cancer du col de l'utérus (CCU).

Pour une population de moins de 5 millions d'habitants, au moins 221 irlandaises identifiées sont mortes ou sont en train de mourir d'un cancer du col de l'utérus alors que leur dépistage était faussement négatif. Le plan de dépistage irlandais était basé depuis 2008 sur l'utilisation du test appelé frottis (le FCU pour frottis cervico utérin) connu pour les 30 % de faux négatifs qu'il induit. Pourtant, on sait qu'un autre test, viral, le test HPV permet d'identifier toutes les femmes présentant un risque de développer un CCU.

En France, alors que la Haute Autorité de Santé a recommandé d'introduire le teste HPV en dépistage primaire en juillet 2019, le plan de dépistage organisé français débuté en mai 2018 repose sur le frottis qui a coûté tant de vies en Irlande.

« En tant qu'Etat, nous avons pour but de faire du cancer du col une maladie rare en Irlande. [...] Aussi, nous allons basculer vers le dépistage primaire par test HPV [...]. Nous allons également étendre la vaccination anti HPV aux garçons. » Léo Varadkar, le 22 octobre 2019

En France aussi notre système de dépistage va dans le mur

Pour le Premier Ministre Irlandais, « ce système allait dans le mur ». Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le plan de dépistage organisé français, s'il n'est pas modifié dans les meilleurs délais produira les mêmes effets qu'en Irlande.

Le discours de Léo Varadkar a le mérite de replacer le débat exactement là où il doit être, celui de l'humanité : l'empathie, la prise en compte des souffrances physiques et morales, la destruction des vies, des familles, d'avenirs. Les rapports administratifs parlent de coût par année et par femme, de réglementation, de circuit traditionnel certes beaucoup moins performant mais où professionnels et femmes ont leurs habitudes.

Désormais, en France comme en Irlande, chaque jour compte. Les circuits de dépistage HPV par les anatomo-cyto-pathologistes et les biologistes médicaux existent déjà depuis plusieurs années. L'arrêté du 5 mai 2018 doit être modifié de toute urgence et le plan de dépistage français doit basculer sur

l'HPV en dépistage primaire. Le Premier Ministre irlandais pointe la « *litanie d'erreurs* » ponctuant « *la faillite de notre système de santé, de l'Etat, de ses agences, de son organisation, de sa culture* » conduisant à « *l'humiliation, l'irrespect et la tromperie* » des femmes de ce pays. « *Mais ceci n'est pas une affaire d'argent. Il s'agit d'une question de responsabilité* ».

« *Des excuses d'Etat ne répareront pas tous ce qui a été cassé, ne restaurera pas tout ce qui a été perdu mais nous pouvons faire en sorte que cela serve de leçon* ». Cela vaut pour l'Irlande, mais aussi pour la France. La course contre la montre est engagée.

Le collectif HPV s'engage pour la vie des femmes

Le collectif s'engage auprès des femmes de ce pays à veiller à ce que pas une minute ne soit perdue pour mettre en place un DOCCU suivant les recommandations de la HAS. Il est temps que Mme la Ministre de la santé, cancérologue, ancienne directrice de l'INCA et ancienne présidente du collège de la HAS, modifie d'urgence l'arrêté du 4 mai 2018 relatif à l'organisation du dépistage organisé du col de l'utérus afin de le rendre conforme aux recommandations de la HAS.

Pour ce faire, il faudra assurer le déploiement du test HPV sur le territoire national, mettre en place des actions de communication auprès de la population cible et des professionnels de santé et que les négociations sur le prix du test HPV, soient engagées sans attendre par les acteurs concernés (INCA, CNAM...)

- [Lire les éléments de contexte du test HPV](#)
- [Site du collectif HPV maintenant](#)

Contacts presse

Agence PRPA

Danielle Maloubier – danielle.maloubier@prpa.fr / 06 24 26 57 90

Anaïs Jacquin – anaïs.jacquin@prpa.fr / 06 17 70 51 05